

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
20 août 2021  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-quinzième session  
Point 37 de l'ordre du jour  
La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité  
Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 19 août 2021, adressée au Secrétaire général  
et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre une version actualisée du concept russe de sécurité collective dans la région du golfe Persique, qui vise à encourager une action collective des États de cette sous-région pour apporter paix et stabilité à l'ensemble du golfe Persique (voir annexe). Nous considérons que la formation d'un système de sécurité collective dans la région est un élément essentiel des efforts internationaux visant à apporter la stabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 37 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

*(Signé)* Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 19 août 2021 adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Concept russe de sécurité collective dans la région du golfe Persique**

La région du golfe Persique est actuellement au centre des préoccupations mondiales et la nécessité d'y assurer la sécurité et d'y renforcer la confiance constitue l'une des priorités de la politique étrangère russe. Les énormes réserves d'hydrocarbures de la sous-région, son emplacement stratégique et l'importance des voies navigables qui s'y trouvent font que les événements qui s'y produisent ont des répercussions sur les relations internationales comme sur la stabilité mondiale en matière d'économie, d'énergie et de transports. D'où la nécessité de déployer des efforts collectifs appropriés, aux niveaux international et régional, afin de promouvoir une paix véritable, des relations de bon voisinage et un développement durable dans le golfe Persique.

L'établissement d'un système de sécurité collective sous-régional servirait cet objectif. Il s'agit d'adopter un programme d'action conjointe à long terme visant à renforcer la stabilité et la sécurité, comprenant notamment la mise en place de mesures de confiance, l'établissement de mécanismes de règlement des différends et de gestion des conflits, et la définition des principales caractéristiques et paramètres de la future architecture de coopération interétatique.

S'appuyant sur des propositions élaborées à la fin des années 1990 et complétées en 2004, 2007 et 2019, le concept russe actualisé de sécurité collective dans la région du golfe Persique repose sur les principes suivants :

1. L'engagement de tous les États à respecter le droit international, les dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Notre objectif général est celui d'un Moyen-Orient prospère, où coexistent en paix les différentes confessions et nationalités. À ce titre, le renforcement de la sécurité dans la région du Golfe fait partie intégrante de l'effort global visant à assurer la stabilité de l'ensemble du Moyen-Orient. Les dispositions relatives au respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, de la diversité de leurs systèmes sociopolitiques, ainsi qu'à la résolution des problèmes politiques internes sans ingérence extérieure illégale, dans le cadre de l'état de droit et au moyen d'un dialogue national inclusif, condition préalable au maintien de la stabilité interne de l'État et de la concorde interconfessionnelle, sont absolument essentielles ;
2. Le multilatéralisme comme moyen de garantir la participation de tous les acteurs intéressés à une évaluation commune de la situation, à la prise de décisions et à leur mise en œuvre. Il est contre-productif d'exclure telle ou telle partie de ce processus pour une raison ou pour une autre ;
3. Le caractère universel du système de sécurité dans le golfe Persique. L'architecture multilatérale en question est fondée sur le principe d'une sécurité commune et indivisible et sur le respect des intérêts des acteurs régionaux et extrarégionaux, y compris les aspects militaires, économiques, énergétiques, environnementaux et ceux liés aux transports ;

4. Une progression par étapes vers la mise en place d'un système de sécurité inclusif, en commençant par résoudre les difficultés les plus pressantes et les plus urgentes auxquelles la sous-région est confrontée. Il s'agit de garantir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormouz, de s'engager en faveur de la non-prolifération nucléaire et de relever ensemble les défis contemporains les plus redoutables, en particulier le terrorisme international ;

5. Le principe de progressivité s'appliquera notamment à l'adoption de mesures de confiance par les pays du golfe Persique et à la fourniture de garanties de sécurité mutuelle dans la sous-région ;

Dans la pratique, la formation d'un système de sécurité dans la région du Golfe pourrait commencer par des consultations bilatérales et multilatérales entre les parties prenantes, avec la participation des États de la région et d'États extrarégionaux, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, de ceux du Conseil de coopération du Golfe arabe, de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique. Dans le cadre de ces échanges, il est envisagé de mettre en place un groupe de travail chargé d'élaborer des mesures dans le domaine de la sécurité régionale. Ce groupe devra convenir du champ d'action géographique du futur système de sécurité, décider de l'éventail des participants aux discussions et définir l'ordre du jour, entre autres.

Pour mettre en œuvre les principes de ce concept, la Russie propose aux États de la sous-région et aux acteurs extrarégionaux un certain nombre de mesures possibles :

- Réaffirmer leur volonté de s'acquitter de bonne foi des obligations que leur impose le droit international, en particulier de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour régler des différends, y compris des différends territoriaux ou frontaliers, d'éviter les incidents armés et l'emploi de la force militaire dans des territoires adjacents, en mer et dans l'espace aérien, et de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États de la sous-région ;
- Élaborer et appliquer un ensemble de mesures de confiance collectives afin de garantir la transparence et la prévisibilité à long terme dans le domaine militaire (dialogue sur les doctrines militaires, réunions sous-régionales des ministres de la défense, mise en place de lignes directes, échange de notifications préalables sur les exercices militaires et les vols d'avions militaires, échange d'observateurs, échange d'informations sur les transferts d'armes et sur l'état des forces armées) ;
- Conclure des accords sur la maîtrise des armements, y compris par exemple la création de zones démilitarisées, l'interdiction de l'accumulation déstabilisatrice d'armes classiques et la réduction équilibrée des forces armées de toutes les parties ;
- Prendre des mesures visant à faire de toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs, dans le cadre du renforcement dans la région du régime de non-prolifération adossé au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ;
- Renforcer la coopération multilatérale dans les domaines économique, humanitaire, environnemental et autres ;
- S'efforcer de stimuler le développement intégré des infrastructures régionales d'énergie, de transport et de communication ;
- Établir une coopération collective pour la protection de l'environnement et la prévention et la gestion des catastrophes naturelles et anthropiques ;

- Œuvrer en faveur d'un environnement humanitaire unifié grâce à la création de centres régionaux destinés à résoudre des problèmes communs dans les domaines du tourisme, de la médecine (lutte contre la pandémie de COVID-19 et prévention des nouvelles menaces sanitaires), de la culture et de l'éducation (notamment des centres de formation dans le domaine des industries de pointe) ;
  - Conclure des accords de lutte contre le terrorisme international, le trafic d'armes, les migrations illégales, le trafic de stupéfiants et le crime organisé.
  - La Russie est disposée à coopérer et échanger avec toutes les parties intéressées au sujet de ces mesures et d'autres propositions constructives visant à assurer durablement la sécurité de la région du golfe Persique. Notre objectif stratégique est celui d'un Moyen-Orient stable et sans conflit, ouvert à une large coopération internationale.
-